

Vingt Décembre :

LE JOUR OÙ LA RÉUNION SE
SOUVIENT...

CET OUVRAGE EST UNE VERSION DU MÉMOIRE DE
D.E.A. DE LETTRES ET SCIENCES SOCIALES
OPTION HISTOIRE
RÉDIGÉ SOUS LA DIRECTION DE MONSIEUR HUBERT GERBEAU
SOUTENU EN SEPTEMBRE 1999
À L'UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute reproduction, intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite.

© L'Harmattan, 2001
ISBN : 2-7475-1233-9

VINGT DÉCEMBRE :
LE JOUR OÙ LA RÉUNION SE SOUVIENT...

— PHILIPPE BESSIÈRE —

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Hargita u. 3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italia
Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE

À ma femme, Ghislain...

SOUVENIRS DU PASSÉ

Dans un passé qu'on fuit
Un présent qu'on oublie
Un avenir qu'on craint
Où est notre destin ? ...

Reste-t-il du passé
Des heures innoubliées
Et des choses pas très bien
Que l'on regrette sans fin ? ...

Il faudrait expliquer
À ceux qui ont pleuré
Qu'ils pleureront encore
Jusqu'à quitter leur corps

Mais qu'ils ne sont pas seuls
Et seulement s'ils veulent
Ils pourront tout changer
Et tout recommencer.

KARINE BARBIN, 5° 1

EXPOSITION DE RETOUR DU ZIMBABWE
COLLÈGE JEAN ALBANY— LA POSSESSION
JUN 1994

REMERCIEMENTS

À Monseigneur Gilbert AUBRY qui m'a permis de consulter ses archives personnelles.

À monsieur Hubert GERBEAU pour sa gentillesse et son dévouement.

Au professeur Elikia M'BOKOLO pour l'intérêt qu'il m'a témoigné et le temps qu'il m'a consacré.

À Raphaël MITHRA pour l'aide précieuse qu'il m'a apporté pour manier l'outil informatique.

À Yves THEBAULT pour son aide dans la lecture des textes en anglais, et pour la relecture qu'il a bien voulu faire de mon mémoire.

À Rose-Marie VAR pour la confiance qu'elle m'a accordée lorsqu'elle présidait l'association « Espace Afrique ».

À tous les militants de la mémoire qui m'ont aidé dans le difficile travail de la collecte des archives orales :

Georges ALIDE,

Michel NASSEAU,

François TIBERE.

PRÉFACE

Venus d'une petite île de l'Océan Indien, la réflexion, le regard, de Philippe Bessière prennent valeur universelle. Et il est bon que le millénaire s'ouvre sur « la fête, le Kaf, et l'histoire », revisités sous la conduite d'un guide non complaisant.

Voici un jeune chercheur immergé dans une société pluriethnique et pluriculturelle où, comme en bien d'autres lieux, la femme et l'homme noirs ont été durablement ignorés, méprisés, vendus et trahis par leurs contemporains, par l'histoire.

Immergé mais capable de regarder ce lieu de tant d'asphyxies et de naufrages, Philippe Bessière n'est certes pas un conservateur. Se frayant un passage dans les marécages troubles de l'oubli, il va vers les naufragés, les asphyxiés, et leur parle. Et voici le miracle, les muets répondent, ils expliquent, ils racontent la longue histoire d'un long silence. Ils disent les ancêtres et leurs luttes, les joies menues du quotidien, les peurs, le désespoir et l'espoir.

Ce livre est né de la préparation d'un mémoire de DEA intitulé « Le Vingt Décembre à La Réunion de 1981 à 1998 : La fête, le Kaf, et l'histoire ». Mémoire, de grande qualité, soutenu en septembre 1999 à l'île de La Réunion, devant un jury présidé par le professeur Edmond Maestri, et auquel participaient Monsieur Doudou Diène, responsable du programme « La route de l'esclave » (Division des projets interculturels de l'UNESCO), Monsieur Raoul Lucas, sociologue, et moi-même. Les collègues historiens de La Réunion m'avaient fait l'honneur de me demander de diriger ce travail, en raison de mes travaux sur l'esclavage, en souvenir de mes douze ans de séjour dans l'île et

surtout peut-être en raison de mes activités au sein du « Comité du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage » mis en place par le Conseil Général de La Réunion. Ainsi un universitaire aixois se trouvait ramené sur un terrain de recherche où, après le Mali et la Martinique, il avait tenté de scruter les réalités de l'esclavage et ses mythes, ainsi que l'ombre que les uns et les autres continuaient à répandre.

Malgré les millénaires d'esclavage vécus par d'autres, Asiatiques aux couleurs claires, Slaves, Germains, blancs et blonds, captifs de toutes origines, cheptel au destin immémorial, le peuple noir reste marqué par la destinée manifeste que quelques siècles de colonisation ont suffi à lui assigner.

Une des ambitions de cet ouvrage est de rencontrer ceux qui vivent dans le souvenir des chaînes, mais qui ont aussi la fierté de la liberté des origines, celle d'avant le temps d'amertume, et qui ont la volonté de reconstruire, en ce temps d'après, plus fermement la dignité reconquise.

Monsieur Philippe Bessière, avec enthousiasme et compétence, a abordé un sujet difficile et entièrement neuf. Fondé sur l'exploitation de sources manuscrites et imprimées mais surtout sur des entretiens très riches, dont le texte en créole et la traduction sont ici proposés, ce travail fait date dans l'historiographie réunionnaise. Il contribue à la prise de conscience d'une identité longtemps méprisée. Il donne la parole au Kaf (ou Cafre), cet Africain contraint depuis les débuts de la colonisation au silence et dont le droit à l'historicité est enfin reconnu.

Certes, la fierté des origines n'est pas chose entièrement nouvelle à La Réunion. Mais, depuis longtemps, les généalogistes s'y attachaient surtout à démontrer le caractère indubitablement blanc de leurs ancêtres et la noblesse de leur naissance. Le XX^e siècle vit poindre timidement d'autres exigences, celles de

Chinois et d'Indiens qui ne souhaitaient pas renier la terre ancestrale. Il fallut attendre les années 1970-1980 pour que leur revendication se fasse entendre avec force et pour que s'y joignent quelques voix dispersées qui rappelaient que dans, et malgré, l'esclavage, des Réunionnais avaient conquis leur dignité et voulaient rendre vie à des racines trop longtemps dissimulées. Pionniers, dans ce domaine, furent les travaux de quelques-uns de mes premiers étudiants réunionnais, dont firent partie Prosper Eve et Sudel Fuma.

Les célébrations du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises ont eu quelque influence sur la genèse de ce livre. L'Abolition, mise en application à La Réunion le 20 décembre, plusieurs mois après la Guadeloupe et la Martinique, a été diversement jugée. Il en est de même pour ses commémorations. Pour certains Réunionnais, le 20 décembre est le jour de la « Fête Cafre », pour d'autres, celui de la « Fête de la Liberté », quelques-uns auraient souhaité que la célébration de l'anniversaire du complot de Saint-Leu - grande révolte servile de 1811 - se substitue à celle de l'émancipation de 1848. Ces derniers rejoignent ainsi le groupe de ceux qui, en France métropolitaine comme dans les DOM, considèrent que l'Abolition a été fallacieuse et que la célébrer tient de la mascarade. A l'opposé, certains voient dans l'anniversaire de l'Abolition, l'occasion de magnifier l'œuvre d'une France généreuse, amie des droits de l'Homme, patrie de Schœlcher. D'autres insistent sur le fait que l'esclavage serait devenu uneconomical ou sur le rôle qu'auraient joué les esclaves révoltés dans leur propre libération. Ces points de vue, dans chacun desquels l'historien sait qu'il y a quelque vérité à glaner, n'expriment pas seulement la diversité des choix politiques ou des appartenances sociales, ils représentent aussi les âges d'une mémoire et ceux d'une appropriation de la réalité.

Le décalage entre la date d'accession à la liberté des esclaves des Antilles françaises et des esclaves de La Réunion me semble symbolique d'autres décalages. Un de ceux qui m'avaient le plus frappé concerne un phénomène qui occupe une place centrale dans ce livre, celui de la dignité du Noir et du respect qu'il pourrait exiger. Car, fait curieux, si nous sommes presque tous d'accord pour penser aujourd'hui que le bourreau est plus avili par son comportement que ne l'est sa victime, beaucoup se comportent encore comme si les descendants des esclaves étaient, par nature et par culture, plus vils que les descendants des maîtres.

Enseignant à la Martinique de 1962 à 1965, j'avais été frappé par la prégnance de tout ce qui se rapportait à la négritude. Celle-ci était assez vivante pour résister aux excès engendrés par ses détracteurs et ses thuriféraires. Au-delà des créations littéraires qu'elle avait nourries, elle avait rendu leur place à certaines vérités et permis à nombre de Noirs de mieux se supporter. Certes, les préjugés restaient vivaces dans chaque groupe : les békés avaient peu varié dans leur opinion et, pour ne prendre qu'un exemple anecdotique, les annonces matrimoniales émanant du reste de la population accordaient toujours une grande place à la clarté de la peau... Mais l'amorce d'un chemin était là. Chemin, qu'à ma grande surprise, je n'arrivais pas à percevoir, quelques années plus tard, lors de mon arrivée à La Réunion. Il n'en était plus de même, en 1980, lors de mon départ. Et, dans la vingtaine d'années qui suivirent, l'évolution s'accélérait, me donnant le sentiment, à chacun de mes retours, que la société réunionnaise vivait une formidable mutation.

Il est temps de conclure ces quelques lignes. L'auteur du beau livre qu'on va découvrir dès la page suivante m'en voudra sans doute d'avoir trop parlé de moi et trop peu de lui. Mais c'est que le futur se décrit plus difficilement que le passé. Philippe Bessière est au seuil d'un bel avenir de chercheur, d'homme de

terrain, d'homme tout court. J'aime ce qu'il a écrit, j'aime ses projets. J'ai égoïstement, ici, voulu marquer combien il était intervenu à point nommé pour répondre à quelques-unes des questions que, depuis l'âge de vingt ans, j'avais commencé à me poser. Aux Réunionnais et à tous les autres lecteurs de dire le reste.

Merci, Philippe Bessière, pour ce travail de cœur, d'esprit, de main tendue, d'interrogation passionnée. Je voudrais répéter ce que j'écrivais en présentant la pièce inspirée à Johary Ravaloson par le combat de Furcy, esclave réunionnais, qui mit plus de vingt-cinq ans à faire reconnaître par les tribunaux du royaume sa liberté : Merci d'avoir aidé à donner la parole au peuple du long silence.

Hubert GERBEAU

Institut d'Etudes Politiques et Université d'Aix-Marseille,
Centre d'Etudes et de Recherches sur les Sociétés de l'Océan Indien

AVANT-PROPOS

UN TEMPS PRIVILÉGIÉ ?

L'HISTORIEN ET L'AIR DU TEMPS

Considéré longtemps comme la contrainte majeure de la discipline, l'imprégnation dans le vécu a été jugée longtemps comme rédhibitoire pour toute étude historique « objective ». Ne pouvait-on pas utiliser la difficulté pour tenter d'élargir le champ et les sources de l'histoire ?

Département qui ne fait pas d'histoires à sa Métropole, La Réunion a révélé tout à coup un appétit d'Histoire exceptionnel et a montré au grand jour ses plaies et ses contradictions. Pourquoi ne pas saisir l'occasion pour faire du travail de mémoire lié aux préparations et aux célébrations du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage à La Réunion l'objet d'une étude d'histoire du Temps Présent ? Nous nous y sommes laissé entraîner d'autant plus volontiers que nous nous interrogeons déjà sur la pertinence d'une histoire de pierres et de papiers qui ne reproduit que trop les inégalités socioculturelles.

Une Ile qui se retourne sur son passé offre un terrain inespéré pour qui veut l'écouter et tenter de l'interpréter. Et n'y a-t-il pas là également une possibilité de réconcilier l'ethnographie, réservée pendant trop longtemps aux « populations » que leur désignation au pluriel ne connotait que trop, et l'histoire qui certes avait arrêté de batailler mais qui n'en avait pas moins gardé l'Etat et la nation comme tropisme. Car précisément, la *fèt kaf* du 20 décembre unissait

ces deux champs d'autant plus que les Institutions décidaient de faire de cette date un jour férié.

Force était alors de constater que tout divergeait entre les lectures officielles de la Fête et le contenu de remémoration et de revendication que voulaient lui donner les principaux intéressés. « Sont-ils bien représentés ces Cafres par les fastes abolitionnistes ? » pourrait-on poser en question d'ouverture, en paraphrasant le langage de la presse insulaire du XIX^e siècle. Ce conflit a été mis à jour par la manifestation des « Domiens » à Paris¹.

Nous croyons que l'histoire n'est pas une science révélée mais qu'elle est une technique qui doit s'adapter au terrain d'investigation qu'elle choisit. L'objet à construire n'est pas toujours évident parce qu'il n'appartient pas forcément au sens commun. Précisément, dans le cas de La Réunion, la dissimulation, le silence et l'évitement peuvent conduire le chercheur à passer à côté de son véritable sujet.

Faudrait-il pour bien traiter du 20 décembre présent à La Réunion ne parler que des « commémorateurs » ? Autrement dit ne braquer son regard que sur l'écume des festivités ? Une telle étude ne serait d'ailleurs pas forcément superficielle car elle pourrait montrer une montée en puissance, l'apparition de nouveaux thèmes, voire peut-être la constitution de nouveaux acteurs. « L'histoire de la date », tel est le thème retenu par Michel Baleinier pour sa maîtrise

1 Le *Journal de l'île de La Réunion* du 24 mai 1998 : « Plusieurs milliers de personnes (...) originaires en grande majorité des D.O.M., ont défilé silencieusement hier à Paris en hommage aux "millions de victimes de l'esclavage" ». « Le slogan officiel pour commémorer le cent-cinquantième "nous sommes tous nés en 1848", bien que généreux, fait bon marché des quatre siècles de capture, de déportation, d'esclavage qui ont précédé l'abolition (...) » explique le journaliste Michel REINETTE. On lit également dans *Libération* des 25 et 26 avril 1998 : « Que signifient très exactement ces slogans lancés par l'Assemblée nationale et qui proclament, à longueur d'affiches "tous nés en 1848" ou qui incitent le lycéen à "déchaîner sa citoyenneté" ? », Article de Béatrice BANTMAN, 8 pages spéciales, « 150 ans après l'abolition », p. 2.

d'histoire (Université de Bordeaux)². Après plusieurs rencontres, nous sommes convenus que je ne lui disputerai pas ce sujet. Et ce d'autant qu'une maîtrise information-communication avait déjà été soutenue à La Réunion sur la période récente³.

J'ai donc été conduit à focaliser mon regard sur « l'intérieur » : comment la mémoire réagissait-elle à la Fête ? Placé dans une situation comparable, s'agissant du 150^e à l'île Maurice, Hubert Gerbeau avait déjà pris le même parti⁴. Dans un premier temps, le 20 décembre est considéré comme objet. Mais ensuite, en temps que rappel de mémoire il devient une source. Enfin il interroge l'écriture de l'histoire de l'île.

2 A soutenir.

3 « Comment promouvoir la culture réunionnaise ? La médiatisation d'un événement culturel : le 20 décembre », Nathalie NOËL, 1996.

4 *Slavery*, Mahatma Gandhi Institute, 1989, p. 6-44.

INTRODUCTION

Ce mémoire ne prétend pas être exhaustif. Vu le sujet qu'il aborde, et qui appartient au temps présent, il ne veut pas mettre un point final à une controverse en cours. Un tel objectif ne peut être atteint ou souhaité — une question peut être toujours réouverte — que pour un sujet plus distant dans le temps. Mais on ne peut résumer l'histoire à cette visée. Une autre tâche qu'elle peut se fixer, sans se détourner de la recherche de la vérité, est de donner de la perspective à des vécus plus immédiats, à l'aide de la connaissance du passé et de l'examen méthodique des sources.

Ce qui distingue une étude de journaliste d'une étude sur le temps présent, c'est la possibilité que se réserve l'historien d'éclairer l'information par la remise en durée. Pour cela, il se donne le droit de recourir aux rappels et aux comparaisons avec le passé, comme le font ceux qu'on appelle les « analystes » ou les « journalistes de réflexion ». Cependant, peu de sujets d'actualité se laissent capter dans leur évolution propre. Les rapprochements ou éclairages peuvent n'être qu'aléatoires ou fortuits. Ils ne sont plus dès lors que figures de rhétorique.

L'histoire du TEMPS PRÉSENT n'est compétente que lorsqu'elle télescope le temps court et le temps long : Jérusalem, Sarajevo, Moscou, De Gaulle, Mandela... Des lieux, des hommes, que l'on ne peut comprendre qu'en référence au passé. Ces rencontres, on le pressent, ne sont pas uniquement le fait du hasard, ni non plus le seul produit de la nécessité. Ils témoignent de la présence de l'histoire parmi nous. C'est l'histoire en train de se faire :

« (...) rien n'étant plus important d'après nous, au centre de la réalité sociale, que cette opposition vive, répétée indéfiniment, entre l'instant et le temps lent à s'écouler »¹.

Mais savons-nous la reconnaître quand elle se présente ? N'est-il pas vaniteux d'élire sur l'instant un fait historique au détriment d'autres restés oubliés mais qui pourraient être reconnus plus tard ?

L'exactitude en sciences humaines n'existe pas. Si l'on doit la rechercher en tant qu'idéal, il faut se résigner au vieil adage romain : *Errare humanum est !* Notre méthode se devrait plutôt d'être une éthique : la reconnaissance intuitive et intelligente de notre réalité. L'homme doit être au centre de nos préoccupations.

« Y a-t-il de la chair ? » demandait Marc Bloch². Sommes-nous capables de donner un sens historique à des vécus ? peut-on ajouter après l'*Etrange défaite*³.

Depuis que le 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage est prévu et organisé à La Réunion, le 20 décembre possède ce double caractère de l'événement attendu et de la résurgence lointaine d'un douloureux passé. Cette date exprime à la fois un événement unique (le 20 décembre 1848) et épique, la condition d'esclave et son émancipation. Parmi toutes les échéances, ce jour a la préférence des Réunionnais. Pourtant sa commémoration a été occultée pendant très longtemps. On sait que les paradoxes doivent attirer l'attention des historiens... Mais il en est un autre : la mémoire vive comme les spécialistes du passé se sentent exclus des manifestations. Comment l'expliquer ?

1 Fernand BRAUDEL, *Ecrits sur l'histoire*, Paris, Science de l'histoire/Flammarion, 1969, p. 43.

2 Marc BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, préface de Jacques LE GOFF, Paris, Armand Colin, 1997, p. 51 : « Le bon historien, lui, ressemble à l'ogre de la légende. Là où il flaire la chair humaine, il sait que là est son gibier ».

3 Marc BLOCH, *L'étrange défaite*, Folio/Histoire, Gallimard, 1990, 179 p.

C'est que si la décision de marquer cet anniversaire procède à l'évidence d'une décision politique, l'effervescence qu'elle provoque est d'un autre ordre. On assiste à une véritable mobilisation de la société, dans tous ses états, pour s'approprier ou tenter de s'emparer à nouveau de cette date symbolique. Les pérégrinations d'une date ne pouvaient pas échapper à un apprenti historien. Mais que peut-il apporter à cette occasion ? Il peut choisir de mettre à jour des points d'histoire. Peut-il en profiter pour éclairer les rapports d'une société à son histoire ? C'est sous ce jour que nous avons souhaité conduire cette étude.

En essayant de faire « l'histoire d'une date », nous restons dans notre domaine de compétence. Le mémoire a pour cadre 1981-1998. 1981, l'année de l'alternance présidentielle, parce que la Gauche française a souhaité donner des lettres de noblesse à l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises par la II^e République. François Mitterrand avait honoré dans un de ses premiers gestes la mémoire de Victor Schœlcher. Jusqu'au 150^e anniversaire parce que cette échéance a été particulièrement préparée par tous les acteurs de la société réunionnaise. Derrière la date, il y a le rappel de mémoires... Tenter une histoire du 20 décembre depuis ces dix-huit dernières années, c'est se lancer dans une écriture de la mémoire. Nous sommes là à un point de jonction entre passé et politique...

EXISTE-T-IL UN TEMPS INSULAIRE ?

La continentalité ou son contraire, a-t-elle une influence sur le temps ? Vieille question qui se niche dans une plus vaste qu'on a coutume d'appeler le déterminisme géographique.

L'insularité peut freiner le temps et jouer ainsi le rôle de conservatoire. On cite souvent l'Irlande celtique. Plus près de nous, les îles swahilies semblent rentrer dans cette catégorie.

Bien qu'elle ait été « continentalisée »⁴ sur le plan du statut, La Réunion après la crise du sucre (Fuma)⁵ et jusqu'aux premiers effets de la départementalisation, soit pendant un bon siècle, a préservé en état une société de plantation.

L'insularité peut provoquer l'inverse, c'est-à-dire une accélération du temps. C'est la notion de changement social étudiée par Jean Benoist⁶, ou encore celle de la transition démographique effectuée en une seule génération décrite par Paul Martinez⁷. Les Révolutions industrielles les plus rapides ont concerné deux îles : l'Angleterre et le Japon.

Le découplage des temps entre îles et continents peut produire des anachronismes apparents. Beaucoup d'îles de l'océan Indien n'avaient aucun peuplement permanent avant le XVII^e siècle. La guerre des Malouines ou la décolonisation en cours de la Nouvelle-Calédonie en fournissent d'autres exemples plus récents. Ou encore Hong-Kong et la Chine...

Il n'y a donc pas un temps insulaire spécifique mais des rythmes propres qui produisent des situations particulières. A l'île Bourbon-La Réunion, il y eut ainsi peuplement et plantation simultanément, soit colonisation et colonialisme (Guy Pervillé)⁸. 1848 ouvre une période presque aussi longue qui voit se continuer le colonialisme à l'époque de la colonisation (je déduis ce mot de celui de « *décolonialisation* » que propose Guy Pervillé). La

4 Edmond MAESTRI, *Les îles du sud-ouest de l'océan Indien et la France de 1815 à nos jours*, Paris, C.D.R.H.R./Université de La Réunion, L'Harmattan, 1994 : « Chapitre III, L'ère des rattachements (1896-1946), De l'insularité à la continentalité », p. 51-76.

5 Sudel FUMA, *Une colonie - Ile à sucre ; l'économie de La Réunion au XIX^e siècle*, Saint-André, Océan Edition, , 1989, p. 151-339.

6 Jean BENOIST, *Un développement ambigu*, St-Denis, Fondation pour la recherche, 1983, 200 p.

7 Paul MARTINEZ, « Eléments pour une histoire de la population réunionnaise depuis la départementalisation », *Bulletin de la Régionale de l'association des professeurs d'histoire et de géographie de La Réunion* n°4, fév. 1999, p. 18-30.

8 Guy PERVILLE, *De l'Empire français à la décolonisation*, Paris, Hachette supérieure, 1993, p. 19.

particularité de l'île, partagée avec les trois autres vieilles colonies françaises, est d'avoir connu successivement deux types différents de colonialisme, La Réunion se distinguant encore par l'importance de son peuplement blanc. De tous les D.O.M., c'est le seul qui considère jusqu'à maintenant l'assimilation juridique de 1946 comme une décolonisation complète, ce qui le rend très craintif à tout revirement de la jurisprudence métropolitaine : assemblée unique, traités européens,... Il est donc particulièrement ardu d'établir une périodisation. Mais tel n'est pas notre propos. Nous préférons observer ce fait du télescopage des temps.

L'histoire du 20 décembre rend bien compte de ce phénomène. Quoique irrécusable, cette date avait été « oubliée » par une culture du refoulement de la mémoire. Ceux qui parlaient d'oubli avaient bien tort car quand le pouvoir politique a autorisé les commémorations, on a assisté au retour du temps long dans l'actualité⁹. L'île devenait de plus en plus un paysage inhabité, lieu de conflits récurrents entre administrations et « habitants » nés d'incompréhension et d'ignorance mutuelles. Il n'est pas rare de trouver des cas de populations entières transplantées et déracinées bien que nées dans cette île. L'arsenal du politique recourt au mot magique d'intégration. Mais depuis l'arrêt du BUMIDOM¹⁰ personne ne sait plus très bien qui intégrer à quoi.

La départementalisation de 1946 n'a décolonisé qu'incomplètement les colons, car ils ont dû renoncer au *self government*. Pour les colonisés, l'écart entre le *sitoyin* et le citoyen est douloureux. C'est pourquoi ils n'hésitent pas à

9 François BEDARIDA, *L'Histoire et le métier d'historien en France, 1945-1995*, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1995, « La dialectique passé/présent et la pratique historique », p. 75-85 (lire p. 81).

10 Bureau pour le Développement des Migrations intéressant les Départements d'Outre-Mer, société d'Etat créée en 1963 et supprimée en 1982. Cet organisme a financé, totalement ou en partie le voyage de 37 473 Réunionnais vers la Métropole. D'après le *Dictionnaire Illustré de La Réunion*, ss. dir. de Christian BARAT et René ROBERT, vol. A-B, p. 178.

entonner un refrain irritant, car à première écoute incompréhensible : « non ! l'esclavage n'est pas mort ! »¹¹ C'est que la citoyenneté-pays n'a rien à voir avec les attributs de la nationalité. L'abolitionnisme métropolitain (colonialisateur) n'a-t-il pas été recolonisé par les colonisateurs ? Derrière l'illusion juridique pourrait persister une double colonisation.

Une étude sur la *fêt kaf* se devait de placer la question cafre au centre de ses préoccupations. Pourquoi ce choix et non pas celui du Métis ou du Créole ? Les mots ayant un sens, pourquoi ne pas explorer la polysémie du 20 décembre ? Parmi les interprétations possibles, nous en avons retrouvé plusieurs :

- La non-fête d'un événement que l'on doit oublier. Pour les partisans de la culture du silence, la liberté date du 14 juillet 1789. Le 20 décembre n'a donc pas de signification pour eux. Il faut rappeler que la Révolution française n'a aboli l'esclavage dans ses colonies, sous la pression des insurgés de Saint-Domingue que le 4 février 1794 et que l'application de cette loi a été impossible aux Mascareignes¹². Parler de non-événement tout en se disant partisan de la liberté ne peut procéder que d'un fétichisme rétroactif. Si des officiels ont pu confondre abolition et absolution, les partisans du refoulement confondent amnistie et amnésie...

11 Poème d'Axel GAUVIN, repris par *Ziskakan* (groupe musical), « *Oté Sarda !* », dans *Ziskakan, 20 tan* (C.D. audio), MPO pour Diffusion de la Création Contemporaine, Marseille, 1998, livret p. 12.

Le Réunionnais du 20-12-1993 livre en p. 4 des conclusions édifiantes à ce propos. Sous le titre « *L'esclavage reste présent dans les esprits* », on peut lire : « Le sondage exclusif réalisé par Synthèses pour *Le Réunionnais* (édition d'hier) révèle que 60 % de la population considère que l'esclavage existe encore ».

12 Claude WANQUET, *La France et la première abolition de l'esclavage (1794-1802). Le cas des colonies orientales, Ile de France (Maurice) et La Réunion*, Paris, Karthala, 1998, 663 p.

- La fête officielle célébrant la République française. Pour les Institutions, c'est le moment où l'on se souvient de La Réunion. L'approche ou l'échéance du 20 décembre est un moment privilégié pour les bureaux ou les décideurs. L'étude des variations saisonnières des décrets et règlements reste à faire. Les visites des responsables parisiens sont certainement plus fréquentes (mais les statistiques de ces voyages restent à établir). L'exemple d'Yves Drouet, nommé un 20 décembre responsable de la DRAC¹³ n'est certainement pas isolé.
- La *fêt kaf* qui connaît plusieurs variantes depuis le *fénoir* dans la poussière et jusqu'à la reconnaissance municipale. C'est à ces occasions que nous décernons le premier travail de mémoire à partir du moment où elle entraîne une réflexion culturelle. Ceux qui revendiquent la *fêt kaf* ont un discours radical et affirment que la liberté reste à conquérir. S'ils insistent de façon ostentatoire sur la persistance de l'esclavage ou de ses séquelles, ils n'en posent pas moins la question de fond : la liberté peut-elle se donner ? N'a-t-elle pas été accaparée, récupérée ? Et le 20 décembre 1848 n'a-t-il pas été une journée des dupes ?
- la *fêt* de la créolie ou de la créolité qui est le fait des artistes et d'une manière générale de la plupart de ceux qui parient sur l'avenir d'un peuple réunionnais. Elle est une création culturelle et non pas encore une fête d'une communauté métisse.
- la « Fête Réunionnaise de la Liberté » qui est une création politique énoncée plus que réelle. Son institution a été négociée par le P.C.R. qui a créé un Comité spécial pour cela au moment où il renonçait à son mot d'ordre d'autonomie pour

13 *Les Mascareignes et la France*, Revue Historique des Mascareignes, 1^o année - n^o 1-juin 1998, Saint-André, A.H.O.I., 1998, p. 239, « La création d'une D.R.A.C. à La Réunion », p. 239-250. « En 1981, le 20 décembre (date symbolique ?), j'ai été nommé directeur de la toute nouvelle Direction Régionale des Affaires Culturelles que Jack Lang, tout nouveau ministre de la Culture, venait de créer à La Réunion » [p. 239].

soutenir le président François Mitterrand. Les politiques veillent avant tout à « l'unité du peuple réunionnais » qui devrait se célébrer entre colons et colonisés, et paradoxalement autour de cette date qui ne peut que les diviser...

Pour achever de rendre au tableau toute sa complexité, il faut ajouter qu'on peut trouver des coloniaux anticolonialistes, des *Kafs* créolistes ou assimilationnistes, des défenseurs du créole méfiants envers le 20 décembre, et des politiques réunionnais partagés quant à la colonialisation... On comprend dans ce contexte que le 20 décembre est un lieu de tension pour toute la société réunionnaise, redouté ou espéré. C'est qu'il oblige à un positionnement identitaire, culturel et politique. Bref, c'est une date qui continue à produire des effets 150 ans après, ce qui ne cesse de désespérer certains. Comment expliquer ce phénomène ?

Ce sujet conjugue *a priori* deux sortes de difficultés. La première d'ordre historiographique, la seconde d'ordre épistémologique. Mais il se trouve que ces difficultés ne sont pas induites par le chercheur mais qu'elles semblent au contraire relever de la nature du terrain réunionnais. Il m'a donc semblé rentrer dans l'optique d'un travail de D.E.A. que de tenter d'affronter ces difficultés méthodologiques. Ceci d'autant plus que je bénéficiais d'un effet de conjoncture.

Les commémorations liées au 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises ont donné lieu, à La Réunion, à un réel travail de mémoire. L'apprenti historien que j'étais voyait s'étaler devant lui une abondance de sources (longtemps cachées) sur l'esclavage. Et dans le même temps, la société réunionnaise réagissait face à un passé longtemps refoulé. La presse était évidemment le principal témoin de cette émulation. Mais pour une fois, ce n'était pas la seule source écrite mobilisable avec le patrimoine visible. Des militants de la mémoire populaire

s'affirmaient. Des réunions se tenaient, dans le cadre du Comité du 150° mis en place par le Conseil général, mais aussi à ses marges, qui mettaient l'histoire de l'esclavage et de son abolition à l'ordre du jour. Un travail d'ordre ethnographique était dès lors possible qui appelait certainement à recouper d'autres sources plus « classiques » pour l'historien.

A partir de là, le problème était double :

- Comment le présent peut-il nous renseigner sur le passé ? Cette question n'est pas nouvelle et nous ramène à la tradition orale. Il n'est pas indifférent de remarquer où et à partir de quel moment ces problèmes ont été posés. Reste que nous ne partions pas de rien, bien au contraire. Il fallait plutôt s'interroger sur des apports inemployés, ici, jusqu'à maintenant.
- Comment le télescopage des temps peut-il être utile à l'historien ? On rencontre ici les préoccupations de l'histoire du Temps Présent qui permettent de reposer l'éternelle question du « comment on écrit l'histoire » ?

Sauf à vouloir remplacer notre discipline par la seule érudition, je ne crois pas qu'il y ait des histoires désengagées. Il n'y a que des récits qui ne veulent pas se dire ou se construire. Particulièrement, La Réunion a été cette Ile qui a voulu nier son histoire. Il fallait essayer d'en comprendre les causes. L'engagement, dans ce contexte, veut dire croire aux vertus de la vérité sur le passé. Mais ce n'est pas suffisant. L'Ile est produite par la colonisation, ce qu'elle n'aime pas encore s'avouer. La chronique des vainqueurs a trop souvent remplacé l'histoire. Il importait donc de redresser ce point de vue en profitant du travail de mémoire ouvert par le 150° anniversaire de l'abolition de l'esclavage à La Réunion pour poser des problématiques nouvelles et pour solliciter la

mémoire populaire qui avait été jusque là reléguée dans le monde du silence¹⁴.

Tout commence par une « drôle de fête ». On ne sait pas trop qui fête ni pourquoi. Les formes qu'elle revêt sont multiples et complexes. C'est une première intrigue qu'il faudra élucider. Mais peut-être en cache-t-elle une autre plus profonde. Derrière la *fêt kaf*, il y a le *Kaf* jusqu'alors exclu de l'histoire. Ne mérite-t-il pas qu'on s'intéresse à lui ? A la suite de quoi, on ne peut que vouloir revisiter l'histoire de La Réunion. N'est-il pas temps d'écrire une histoire du point de vue des *Kaf* ?

14 Hubert GERBEAU, *Les esclaves noirs : Pour une histoire du silence*, Conseil général de La Réunion et Océan Editions, 1998, 193 p.

LA FETE

« 20 Désanm

Soley i lèw dann fénoir

Maloya i kas zorey groblan

La pa la rak i fé sant a nou (...)

Sak i sant i sant la mizèr

Sak i dans i dans la mizèr (...)

Sak i sant i sant la kolèr

Sak i dans i dans la kolèr (...)

Sak i sant i sant lespoir

Sak i dans i dans lespoir (...)

Talèr

Kayanm i pèt an fièr »

(Carpanin MARIMOUTOU, « Fazèle »)

UNE FETE POLYMORPHE

DISPUTÉE...

Il n'y a pas qu'une proximité de dates entre le 20 décembre et Noël, il y a un parallèle évident à faire. Dans l'Ile, comme dans le reste de l'« outre-mer » de la deuxième moitié du XIX^e siècle, mission républicaine (« civilisatrice », laïque si l'on préfère) et mission religieuse se prêtent la main. 1848 est prémonitoire de cette alliance du sabre et du goupillon.

Est-il sacrilège d'oser la comparaison entre Sarda Garriga, commissaire de la République envoyé par le gouvernement provisoire de la Deuxième République pour faire appliquer à La Réunion le décret d'abolition de l'esclavage, et Jésus-Christ, fils de Marie envoyé par Dieu le père pour sauver l'humanité ? L'an 2000 sera, après tout la prochaine commémoration que nous vivrons...¹ Dans les deux cas, il est difficile de faire la part entre le vécu historiquement attesté et la dimension imaginaire et mystique. Et si l'on reste dans ce schéma de pensée, on accorde à un fonctionnaire un pouvoir magique, le Français devient totem et la démocratie un

1 *Eglise à La Réunion*, n° 219 du 5 avril 1998 dans sa double page centrale qui reproduit le communiqué commun des évêques de La Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe insère un encadré signé par monseigneur Gilbert Aubry intitulé « Vers le Grand Jubilé de l'an 2000 » où il est expliqué : « Le message des évêques de La Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique n'est pas un message de plus... et à côté. Il s'inscrit dans la dynamique du Grand Jubilé où Jean-Paul II nous demande de relire notre histoire à la lumière de l'Evangile ».

avènement². Ce fut l'Eglise qui prépara le terrain pour que les esclaves accueillent Sarda Garriga, et pour que ce dernier accomplisse sa tâche dans l'ordre. L'évêque de La Réunion le rappelait dès 1981 :

« L'Eglise ayant joué un rôle de premier plan dans l'abolition de l'esclavage à La Réunion, nous nous réjouissons que cette fête qui dans le passé avait connu une grande importance sous la dénomination de "fête caf" revienne aujourd'hui sur le devant de la scène. (...) Aucun pays du monde ne peut donner de leçon à notre île de La Réunion sur l'abolition de l'esclavage »³.

On relèvera dans ce propos trois remarques : une revendication de paternité sur cette fête en raison du rôle que joua l'Eglise catholique à l'époque, la mention de son nom de *fêt kaf*, une affirmation insulaire que l'on connaît par ailleurs sous le nom de « créolie ». L'abolitionnisme religieux — d'autant plus qu'il resta marginal dans l'Eglise pendant la période esclavagiste — n'entend rien céder à l'abolitionnisme jacobin. L'Eglise catholique de La Réunion revendique sa place de fille aînée de la Mission. On sent poindre une certaine concurrence entre Institutions comme il est habituel partout où il y a enjeu de pouvoirs.

Cette fête du Vingt Décembre est difficile à cerner car chacun, qui détient une part de responsabilité dans l'île, sent bien qu'il s'agit d'une date en devenir, qui demande encore à être construite. Qu'en fera-t-on ? Que se passera-t-il cette année ? On l'ignore, et l'on se prépare en conséquence. Ce côté insaisissable, d'inachevé, n'est d'ailleurs pas la seule raison qui fait de cette date et de ses résonances dans la

2 Yvan COMBEAU et Prosper EVE, *La Réunion républicaine au XIX^e siècle. L'avènement de la II^e et de la III^e République à La Réunion, 1848/1870*, Le Port de La Réunion, coll. Futur antérieur, Les Deux Mondes, 1996, 139 p.

3 *Témoignages* du 6 octobre 1981.

société actuelle un événement paradoxal⁴. Il s'agit d'une espèce de monstre du Loch Ness de l'histoire réunionnaise qui apparaît puis disparaît ; comme le dit l'évêque de La Réunion, cette fête « *revient* » (sous-entendu sous une autre forme) « après avoir été importante dans le passé », ce qui est une façon elliptique de dire qu'elle avait disparu, en tout cas du « *devant de la scène* ». Il va de soi que le moment où est faite cette déclaration qui vise justement à prendre date, n'est pas indifférent. Nous sommes dans l'année de l'alternance présidentielle au cours de laquelle le P.C.R.⁵, désormais rallié à la majorité élyséenne revendiquera l'instauration d'un jour férié pour le Vingt Décembre.

« La Réunion terre d'élection ; *Larényon tèr zéléksyon* », chante malicieusement Jean Albany⁶. La politique n'est jamais très loin de la religion. Sans juger l'une ou l'autre, remarquons qu'elles se disputent toutes les deux le même terrain. Le P.C.R. avait pris très tôt une option sur cette date :

« Dès sa fondation en 1959, le P.C.R. a entrepris de rétablir la vérité sur le combat qu'a mené l'immense majorité de nos ancêtres. Le 19 décembre, *Témoignages* diffusait un numéro spécial pour commémorer cet événement historique. (...) Mentionnons enfin que le 20 décembre 1959, le P.C.R. organisait une grande fête dans la cour de la mairie du Port pour célébrer avec éclat la victoire des esclaves »⁷.

4 « C'est une fête qui n'a pas encore atteint sa maturité. Son contenu n'a jamais été trouvé ». Gilbert ANNETTE, *Le Quotidien de La Réunion* du 20-12-1994, p. 10.

5 Parti Communiste Réunionnais, dirigé par Paul Vergès depuis 1959.

6 *Chante ALBANY*, K7 audio, ADER.

7 *Témoignages* du 19-12-1979, dans le même encadré était reproduit un extrait du supplément dont il était question, sous le titre : « Pour une nouvelle libération. (...) En célébrant la proclamation de l'abolition de l'esclavage, Il [le salarié] n'a pas les yeux seulement tournés vers le passé, mais il regarde aussi avec assurance l'avenir sous la direction du P.C.R. qui lui annonce une nouvelle et prochaine libération », *Témoignages* du 19-12-1959.